

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 01 76 44 04 11 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chaliér

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Conseillers de la rédaction

Michaël Fœssel, Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel

Comité de rédaction

Emmanuel Alloa, Joseph Bahout, Rémi Baille, Alice Béja, Françoise Benhamou,
Hamit Bozarlsan, Sylvie Bressler, Fabienne Brugère, François Crémieux,
Carole Desbarats, Élise Domenach, Nicolas Dutent, Matthieu Febvre-Issaly,
Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix,
Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin, Guillaume Le Blanc,
Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras, Jean-Claude Monod,
Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Perret,
Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère,
Emmanuelle Saulnier-Cassia, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

Tunisie : le modèle démocratique s'abîme
Khadija Mohsen-Finan
p. 10

En Israël, vers un coup d'État institutionnel ?
Denis Bauchard
p. 14

Le Yémen sur la voie de la paix ?
Franck Mermier
p. 18

La Pologne en élections
Jean-Yves Potel
p. 22

La fabrique de l'étranger à Mayotte
Nicolas Roinsard
p. 26

La santé d'après

Introduction
Yann Bubien et Anne Dujin
p. 33

L'attractivité de l'hôpital public
Marie-Noëlle Gerain-Breuzard, Isabelle Richard, Alexandre Fournier et Frédéric Spinhirny
p. 37

La fabrique territoriale de la santé
Luc Ginot et Amélie Verdier
p. 45

L'environnement, les maladies et le système de santé
Rémy Slama
p. 57

Éco-santé. Pour la transformation écologique du système de santé
Laurie Marrauld et Raphaël Yven
p. 69

La révolution numérique de la santé
Yann Bubien et Vincent Vuiblet
p. 77

La santé, un objet politique mal identifié
François Crémieux
p. 89

Varia

**La renaissance du moralisme
américain**

Blandine Chélini-Pont

p. 97

**Nouveaux fragments
d'une mémoire infinie (V)**

Maël Renouard

p. 111

Dans le miroir de Boutcha

Oxana Timofeeva

p. 121

Cultures

Chroniques **p. 132**

La fonction du tiers

Gérard Raulet

La Syrie martyrisée

Hamit Bozarslan

Idées reçues sur l'immigration

Jean-Louis Schlegel

Recensions **p. 144**

En écho **p. 155**

IMMIGRATION, LE POISON DU DISCOURS

Face à la recrudescence des débarquements clandestins sur les côtes italiennes, notamment depuis la Tunisie en proie à une grave crise politique, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a décrété l'état d'urgence migratoire à la mi-avril, pour une durée de six mois. Cette décision, largement commentée dans la presse européenne, paraît confirmer les orientations de la « coalition de centre droit ». Depuis son élection, celle-ci se montre particulièrement active sur la question migratoire, tant dans les discours que par une série de décrets, dont les dispositions visent à la fois les passeurs à travers l'alourdissement de leurs peines, les organisations non gouvernementales qui portent secours en mer à travers la complication de leur travail, et les personnes migrantes à travers la restriction de leurs droits¹.

Dans ce paysage, il est difficile de cerner les contours de ce nouvel état d'urgence, et les effets qu'il aura sur la politique migratoire italienne. Le fait que le gouvernement puisse agir en se passant d'un vote au Parlement, la nomination d'un commissaire spécial et le déblocage de moyens pour accroître la capacité des centres d'accueil contrastent avec le revirement sur deux points qui avaient pourtant été placés au cœur de la campagne

1 - Citons seulement le décret Cutro, du nom de la ville calabraise au large de laquelle un énième naufrage a fait au moins quatre-vingt-dix morts en février 2023, qui prévoit notamment de mettre fin à la « protection spéciale », introduite en 2020 pour les personnes n'ayant pas le statut de réfugié, dont les critères d'attribution devraient être drastiquement resserrés.

de Giorgia Meloni : la promesse d'un blocus naval en Méditerranée et la mise en place de *hotspots* sur le territoire africain, deux projets actuellement dans les limbes. La surenchère verbale et réglementaire cohabite donc avec le renoncement à des mesures qui relevaient de la velléité. Le gouvernement italien se trouve, comme d'autres, rattrapé par le fait que les migrations sont, au XXI^e siècle, une réalité structurelle et incontournable, qu'il n'a d'autre choix que de gérer. Mais, comme d'autres encore, en politisant à l'excès cet enjeu, il accélère la libération d'un discours xénophobe et raciste, pour en faire un carburant politique.

C'est au Premier ministre hongrois Viktor Orbán que l'on doit, en 2015, l'expression de « *poison* » de l'immigration. L'image, en choquant par son outrance, s'est répandue et, pour finir, banalisée. Il n'a pas fallu longtemps avant de la retrouver sous la plume d'essayistes ou d'éditorialistes européens, sans que l'on sache toujours si elle désigne les migrants eux-mêmes ou les clivages politiques que leur arrivée suscite. Mais le ver est désormais dans le fruit. Au plus fort de la crise migratoire qui frappait alors l'Europe, les démocraties dites « illibérales » d'Europe centrale ont fait de la rhétorique anti-migrants leur fonds de commerce, entamant avec l'Union européenne un étrange pas de deux : pousser au maximum la tension avec Bruxelles, tout en restant dans les limites de ce qu'exige une Union qu'ils n'ont aucunement l'intention de quitter, et dont les subsides leur sont indispensables. L'Italie de Matteo Salvini leur a emboîté le pas, tandis que se répandaient en Europe les discours banalisant le lien entre immigration, insécurité et délinquance.

Mais l'agitation xénophobe de l'épouvantail migratoire peine à masquer l'impuissance politique dont elle procède. Dans des sociétés taraudées par la hantise de leur déclin ainsi que par un malaise social et économique

L'agitation xénophobe de l'épouvantail migratoire peine à masquer l'impuissance politique dont elle procède.

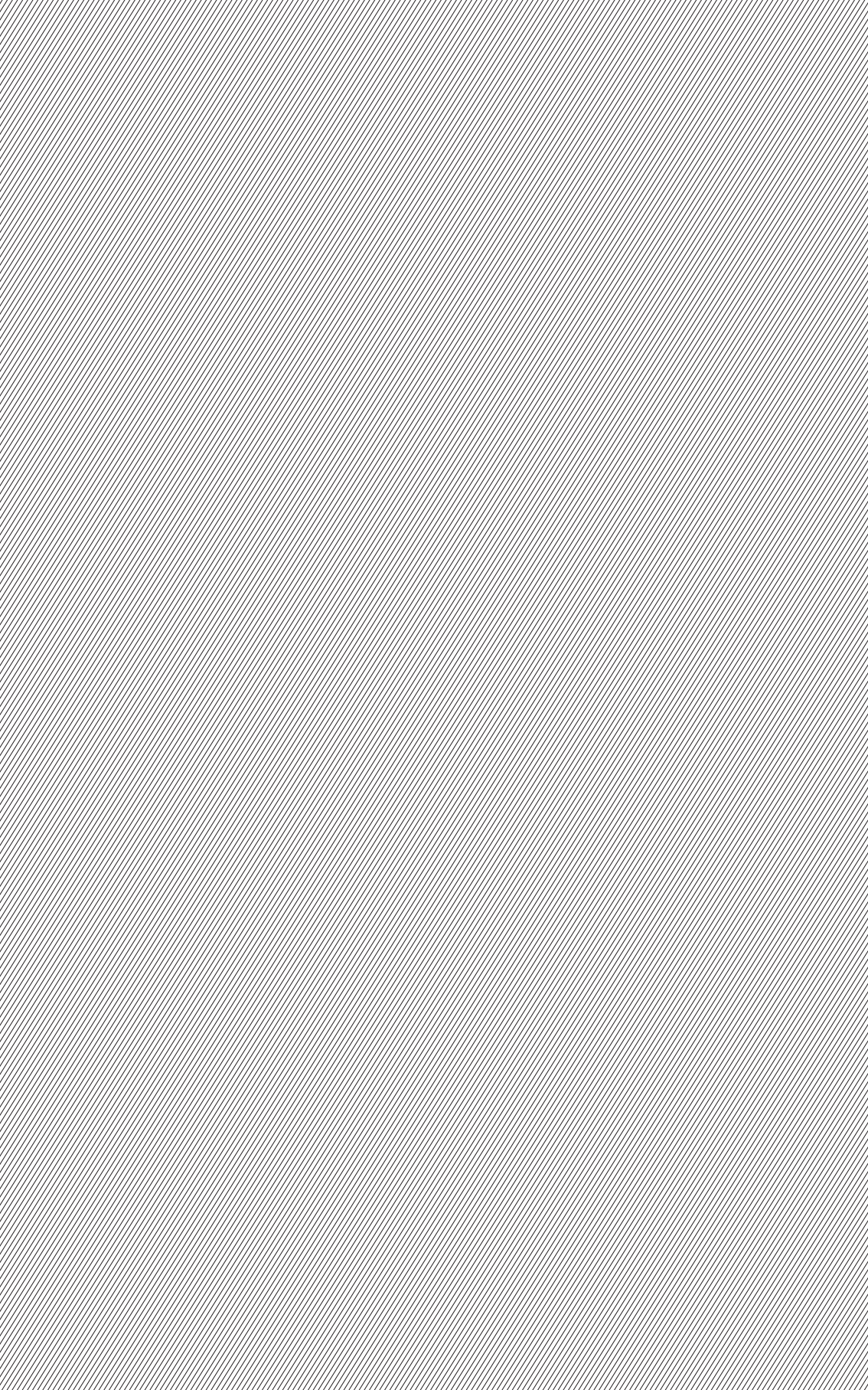
croissant, blâmer l'étranger ou « l'autre » revient à remonter le plus vieux ressort cathartique du monde. Preuve s'il en fallait que ce discours relève davantage d'un usage politicien de la question migratoire que d'une prise au sérieux de cette dernière, il se diffuse unifor-

mément dans des contextes et des réalités qui n'ont pourtant rien à voir : le nombre d'arrivées sur les côtes italiennes – qui ont augmenté de 300 % en un an – ou à la frontière entre les États-Unis et le Mexique est sans commune mesure avec ce que connaissent le nord de l'Europe ou la

France, où ce sont pourtant les mêmes éléments de langage que l'on retrouve dans la bouche des dirigeants qui ont enfourché ce cheval de bataille. C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin n'hésite pas à renvoyer dos à dos Giorgia Meloni et Marine Le Pen, supposément aussi inefficaces l'une que l'autre en matière de lutte contre l'immigration en dépit de leur volontarisme affiché, alors que « *ça ne s'arrête pas et que ça s'amplifie* ».

Or un tel discours, même lorsqu'il n'est guère fondé en réalité, produit des effets très concrets. Il accentue la déshumanisation des personnes migrantes et banalise le détricotage de leurs droits, quand il n'ouvre pas purement et simplement la porte à la violence politique. L'incendie par des militants d'extrême droite du domicile du maire de Saint-Brevin-les-Pins, qui soutenait l'implantation d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile sur sa commune, en témoigne malheureusement. Une telle actualité rappelle aussi qu'il n'est pas besoin que l'extrême droite soit au pouvoir pour que ses pratiques s'imposent. Le « post-fascisme » de Fratelli d'Italia, qui a suscité tant de peur et d'indignation mêlées, ne saurait masquer ce qui est véritablement inquiétant dans la situation politique italienne aujourd'hui : non pas la résurgence du fascisme des années 1930, mais le fait qu'un discours violemment xénophobe soit capable de rallier bien au-delà des rangs de l'extrême droite et de souder une coalition qui, dans le cadre des institutions démocratiques, continuera de l'amplifier. Là est le véritable poison, face auquel bien peu de démocraties paraissent aujourd'hui immunisées.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

TUNISIE : LE MODÈLE DÉMO- CRATIQUE S'ABÎME

Khadija Mohsen-Finan

Le retour à l'autoritarisme du seul pays rescapé des Printemps arabes interroge inmanquablement sur les raisons de l'échec d'une expérience qui fut singulière et paraissait prometteuse en 2011. Après la révolution, le pays s'était en effet engagé dans une transition démocratique et entraînait ainsi de plain-pied dans la modernité politique.

L'échec d'une expérience singulière

L'audace des jeunes Tunisiens prêts à tout pour en découdre avec la dictature de Ben Ali, la volonté affichée des acteurs de la transition, issus de familles politiques différentes, de coexister dans un même gouvernement et la sagesse des institutions de la société civile d'avoir pensé à un « *dialogue national* » pour sortir de la crise politique de 2013 en évitant la violence ont été largement salués au niveau international et récompensés par le prix Nobel de la paix en 2014.

Mais, hélas, très mal gouvernée, la transition n'est pas à la hauteur des espérances. Que d'erreurs susceptibles

d'être mises sur le compte de l'apprentissage d'une démocratie balbutiante ! La question sociale, qui fut à l'origine du soulèvement de 2011, a été allègrement ignorée par les différents gouvernements qui se sont succédé. Le programme économique censé répondre aux attentes des Tunisiens n'a jamais été considéré comme une priorité. Peu visionnaires, les acteurs politiques de cette période postrévolutionnaire ont pensé que la transition pouvait et devait se limiter à la refonte des institutions et à l'organisation des élections à dates régulières. Quant au fameux « *compromis historique* », qui deviendra la marque de fabrique de ce pays en transition, il a été détourné de son objet, sans qu'il y ait eu le moindre partage du pouvoir, le moindre projet commun aux deux grandes sensibilités politiques, islamiste et moderniste, qui ont accaparé la vie politique du pays. Autant de manquements qui ont fait le lit du populisme, et qui ont permis l'élection de Kaïs Saïed, un homme extérieur au sérail politique qui incarnait l'opposition antisystème.

À l'étroit dans son habit de chef de l'État

Largement élu à la magistrature suprême (73 % des votants), en octobre 2019, Kaïs Saïed comprend néanmoins que sa marge de manœuvre est étroite, inversement proportionnelle à sa popularité. Il se heurte en effet au système politique parlementaire mis en place en 2014, qui donne peu de prérogatives au chef de

l'État, pourtant élu au suffrage universel. Comment composer avec un Parlement multicolore et présidé par Rached Ghannouchi, le puissant chef du parti islamiste Ennahdha ? La difficulté est d'autant plus grande que ce dernier, vieux renard de la politique, ne semble pas faire grand cas d'un novice en politique, arrivé à la présidence à la faveur d'un vote sanction, dans un contexte de rejet des acteurs politiques traditionnels.

Le mépris se double d'une concurrence ouverte, lorsque le président du Parlement n'hésite pas à empiéter sur les prérogatives du chef de l'État, à l'automne 2020, en affichant sans vergogne une diplomatie parallèle, notamment entretenue avec le chef de l'État turc Recep Tayyip Erdoğan, qui entend jouer un rôle dans le conflit libyen.

Mais Kaïs Saïed a aussi du mal à s'entendre avec le Premier ministre Hichem Mechichi, qu'il a lui-même choisi et dont il accepte mal la marge de manœuvre dont il dispose vis-à-vis de la présidence de la République. Ce pouvoir à trois têtes ne lui sied pas. Il s'isole sur la scène politique, affiche une proximité plus grande avec les jeunes et avec le peuple qu'avec ses pairs. En janvier 2021, lors des protestations sociales qui éclatent dans la périphérie de Tunis, provoquées par la colère des jeunes confrontés au chômage et à la vie chère, Saïed se rend sur les lieux de la colère, encourage

les jeunes à manifester et fait porter la responsabilité de la situation sociale à son Premier ministre.

Il refuse aussi de faire prêter serment à des ministres choisis par le chef du gouvernement dans le cadre d'un remaniement ministériel et refuse de promulguer une loi organique relative à la mise en place de la Cour constitutionnelle. Cette passivité provoque une véritable paralysie de la vie politique et entrave gravement la gestion de la seconde vague de Covid-19 : les vaccins ne sont pas disponibles et les réserves d'oxygène étant réduites, les décès se comptent par milliers au début de l'été 2021.

Le désarroi de la population est grand car la pandémie vient s'ajouter à de multiples dysfonctionnements qui compliquent fortement la vie quotidienne des Tunisiens : services publics défaillants, en particulier dans la santé, mais aussi les transports et l'enseignement. Le système politique fragmenté et divisé se montre totalement incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population.

Le coup de force du 25 juillet 2021

Le 25 juillet 2021, appuyé par la police et l'armée, Kaïs Saïed fait un véritable coup de force. Il décide de geler les activités du Parlement au sein duquel le parti islamiste Ennahdha joue un rôle clé, de lever l'immunité des députés et de limoger le Premier

ministre Hichem Mechichi. Il marginalise ainsi l'Assemblée des représentants du peuple et son chef, avec lequel il entretient des relations exécrables, et renvoie le chef du gouvernement, avec lequel il est en conflit ouvert. Dans un premier temps, la décision du chef de l'État satisfait une grande partie des Tunisiens. Il leur paraît que l'homme est alors capable de sortir le pays du cauchemar de l'impuissance publique. Pourtant, le scepticisme gagne déjà d'autres Tunisiens qui se demandent au nom de quel « *péril imminent* » invoqué, le chef de l'État a activé l'article 80 de la Constitution.

Le doute sera levé lorsque Kaïs Saïed prend de nouvelles dispositions qui renforcent considérablement ses pouvoirs. Deux mois plus tard, en vertu du décret 117, il gouverne par décrets-lois, non susceptibles de recours, dissout l'instance de contrôle de la constitutionnalité des lois, remplace le Conseil supérieur de la magistrature, qui était élu, par un organe provisoire, instaurant une justice aux ordres, cinquante-sept magistrats étant suspendus de leur fonction. Il abroge la Constitution de 2014 et en rédige, seul, une nouvelle, qu'il fait approuver par référendum. Il modifie le fonctionnement des principales instances qui ont été mises en place après la révolution, comme l'Instance supérieure indépendante pour les élections, un grand acquis de la révolution, dont il fait une instance au service du

pouvoir exécutif. Il dissout également les conseils municipaux qui avaient été élus en 2018 et les remplace par des « *délégations spéciales* », placées sous la tutelle du gouverneur de chaque région.

Le chef de l'État a ainsi instauré le régime présidentiel fort qui lui faisait défaut. Désormais, le Parlement n'a presque plus de prérogatives en matière de contrôle de l'action de l'exécutif. Par cette nouvelle Constitution, adoptée par 28 % du corps électoral, Saïed concentre entre ses mains l'essentiel du pouvoir. En matière de droits et de libertés, il procède par décrets-lois pour faire taire toutes les voix discordantes ou critiques. Ainsi, à la faveur d'un décret-loi, la « *diffusion de fausses informations* » est passible de peines allant jusqu'à dix ans de prison. De nombreux journalistes, mais aussi des opposants, ont été arrêtés en vertu de cet article.

Il s'agit bien d'un régime présidentiel fort, sans contre-pouvoir et qui déroge à la tradition politique tunisienne. En effet, contrairement à ses prédécesseurs, il fait entrer l'armée dans le jeu politique, tout en renouant avec la politique de Ben Ali consistant à accorder un large pouvoir à la police.

Incapacité à gouverner

Disposant de tous les pouvoirs, Kaïs Saïed règne néanmoins sur un pays en faillite. La Tunisie est en défaut de paiement et doit emprunter chaque

année davantage pour boucler son budget et rembourser ses dettes précédentes. Le pays est contraint de se tourner une fois de plus vers le Fonds monétaire international (FMI) pour négocier un emprunt de 1,9 milliard de dollars. C'est à cette condition que la Tunisie pourrait obtenir d'autres prêts provenant de l'Union européenne, de l'Arabie saoudite ou encore du Qatar. Mais ce prêt est naturellement conditionné à la mise en œuvre de réformes relatives à la levée progressive des subventions sur des denrées essentielles, à la maîtrise de la masse salariale et à la réforme de la gouvernance des grandes entreprises publiques.

Disposant de tous les pouvoirs, Kaïs Saïed règne néanmoins sur un pays en faillite.

Kaïs Saïed refuse ces conditions, mettant un terme aux six mois de négociation avec le FMI. Il sait combien ces mesures viendraient appauvrir un peu plus cette classe moyenne qui l'a plébiscité et qui continue à représenter sa base sociale et électorale, tandis que les sondages montrent que sa popularité ne cesse de diminuer, passant de près de 90 % en 2021 à 52 % début 2023.

Pour Kaïs Saïed, la Tunisie ne peut accepter le prêt du FMI aux conditions demandées : le pays peut compter sur ses propres ressources. Il tente de

convaincre que la crise est due à la spéculation et à la contrebande organisées par des « *traîtres à la patrie* ». Mais cette rhétorique de la suffisance alimentaire est totalement illusoire. De même que le besoin du pays en argent (2,7 milliards de dollars pour boucler le budget) ne peut être comblé par les sommes ayant été détournées par des hommes et des femmes corrompus.

En réalité, alors qu'il s'est doté de tous les pouvoirs, Kaïs Saïed se rend compte que gouverner, c'est d'abord répondre aux attentes de celles et ceux qui l'ont massivement élu. L'effritement de sa popularité et l'incapacité de l'homme à gouverner le pays le conduisent à chercher des coupables. Ce sont les spéculateurs, les comploteurs, notamment les subsahariens accusés de vouloir modifier la démographie du pays, les voix critiques et un Occident qui ne rêve que de reconquérir ses anciennes colonies. La liste est longue de tous ceux qui œuvreraient à la déstabilisation du pays et qui feraient obstacle à la réussite de son projet.

Khadija Mohsen-Finan
Politologue, chercheuse associée au Sirice, elle a récemment publié *Tunisie, l'apprentissage de la démocratie. 2011-2021* (Nouveau Monde, 2021).

EN ISRAËL, VERS UN COUP D'ÉTAT INSTITU- TIONNEL?

Denis Bauchard

Le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu n'a pas surpris les observateurs de la vie politique israélienne : son habileté et sa détermination, mais aussi l'échec du gouvernement de coalition dirigé par Yaïr Lapid, voué à l'impuissance, pouvaient laisser prévoir un tel retour. En revanche, la formation de son gouvernement avec des représentants de l'extrême droite religieuse à des postes stratégiques a suscité un choc, non seulement en Israël, mais aussi dans les communautés juives à travers le monde et chez les amis d'Israël. Un débat s'est développé d'abord au sein même de la société israélienne. Ce gouvernement, qualifié de « *fasciste* » par l'ancien Premier ministre Ehud Barak et d'autres membres de la classe politique, n'était-il pas une menace pour la démocratie israélienne ? Allant plus loin, certaines personnalités, et non des moindres, comme le président Isaac Herzog, ont mis en garde contre le risque de guerre civile. Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les

conséquences de l'arrivée au pouvoir d'une telle majorité¹ ?

Vers la droite

Alors que le Parti travailliste a dominé l'appareil d'État et la vie politique dès la création de l'État d'Israël pendant près de trente ans, son déclin s'est amorcé puis amplifié depuis le début du siècle. Un chiffre symbolise cette quasi-disparition : aux dernières élections, le Parti travailliste n'a obtenu que quatre sièges sur les cent vingt de la Knesset. La longue présence au pouvoir de Netanyahu dans les années récentes – plus de quinze ans au total – confirme cette évolution. Les raisons d'un tel basculement du centre de gravité de la vie politique vers la droite et l'extrême droite sont multiples, mais la principale est l'évolution de la société israélienne et des influences respectives de ses composantes : poids croissant des juifs séfardes au détriment des ashkénazes, arrivée massive d'immigrants russes et ukrainiens après l'implosion de l'Union soviétique, montée en puissance de la droite religieuse et des colons, échec du processus de paix mené par les gouvernements travaillistes. Cette évolution a un caractère

1 - Voir Denis Bauchard, « Israël, la démocratie en question ? » (*Esprit*, juin 2021), ainsi que les recensions de Samy Cohen, *Israël, une démocratie fragile* (*Esprit*, septembre 2021) et de Steve Jourdin, *Israël, autopsie d'une gauche* (*Esprit*, mars 2022).

largement structurel et il est peu probable qu'elle s'inverse.

Cependant, jusqu'alors, aucun représentant de la droite religieuse messianique n'avait été associé à un gouvernement et à des postes de responsabilité aussi sensibles. Or deux fortes personnalités détiennent de tels postes : Itamar Ben-Gvir, chef du parti Pouvoir juif, condamné pour incitation à la haine par la justice israélienne, a été nommé ministre de la Sécurité nationale, également en charge de la police aux frontières dans les territoires occupés. Il se revendique de la filiation du rabbin Meir Kahane, fondateur de Kach, un parti dissout pour racisme et terrorisme en 1994, et prône la primauté de la loi religieuse, l'annexion de la Cisjordanie, voire l'expulsion des Arabes israéliens. Bezalel Smotrich, autre suprémaciste juif, qui dirige le Parti sioniste religieux, a été nommé ministre des Finances, également en charge de l'administration civile dans les territoires occupés. Il n'a pas hésité, en mars 2023, à Paris, à s'exprimer sur un podium affichant une carte d'un Grand Israël incluant la Jordanie. Il partage largement les idées de Ben-Gvir, parle des Palestiniens comme une « *invention* » et veut promouvoir la ségrégation entre juifs et arabes, ce qui n'a pas manqué de relancer le débat sur l'apartheid.

L'abîme ?

Cette alliance improbable avec ces mouvements extrémistes permet au gouvernement de B. Netanyahu d'avoir une faible majorité de quatre voix à la Knesset, dont la fragilité est apparue lors du limogeage, suivi de sa réintégration, du ministre de la Défense, Yoav Galant. Le prix à payer est de satisfaire plusieurs de leurs revendications, en particulier une remise en cause du statut de la Cour suprême, leur bête noire, qui s'oppose notamment à la légalisation de l'exemption du service militaire pour les étudiants religieux. Le projet de loi, adopté en conseil des ministres, dite de « l'outrepassement », prévoit notamment des modalités nouvelles et politisées de nomination des juges et permet à la Knesset de remettre en cause les arrêtés de la Cour. Cette initiative rencontre les préoccupations personnelles de Netanyahu, poursuivi dans plusieurs affaires, qui pourrait ainsi remettre en cause une éventuelle condamnation.

**Le président d'Israël
lui-même n'a pas hésité à
déclarer : « *L'abîme est à
nos pieds.* »**

La présentation de ce texte en janvier dernier a mis le feu aux poudres. Le président d'Israël lui-même n'a pas

hésité à déclarer : « *L'abîme est à nos pieds.* » Pour sa part, Benny Gantz, ancien ministre de la Défense, assurait que « *si vous continuez sur cette voie, vous serez responsables d'une guerre civile* ». Des personnalités éminentes, y compris de droite, n'ont pas manqué de dénoncer le « *coup d'État institutionnel* » ainsi envisagé. La procureure générale de la Cour suprême, le chef du Shin Bet, le service de sécurité intérieure, d'anciens chefs d'état-major et de nombreux intellectuels ont souligné le caractère antidémocratique des mesures prévues. Des associations de réservistes menacent de ne pas rejoindre leurs postes si ce projet de loi devait aboutir. Des manifestations massives et répétées, suivies de contre-manifestations, qui se poursuivent encore, ont eu lieu aussi bien à Tel-Aviv qu'à Jérusalem et dans les principales villes du pays. Les opposants y voient une atteinte grave aux institutions, notamment à l'indépendance de la justice. Malgré quelques tentatives d'apaisement (proposition de compromis par le président Herzog rejetée par le Premier ministre, suspension temporaire de l'examen du projet de loi), les tensions demeurent, car l'examen de plusieurs textes contestés se poursuit à la Knesset. La crise politique a laissé place à une crise de régime, faisant apparaître un profond clivage entre une population laïque, attachée à des institutions

démocratiques, et des mouvements populistes ou religieux en plein essor.

Mises en garde

Cette évolution n'est pas sans conséquences sur la population palestinienne. La colonisation reprend à un rythme accéléré, tandis que les avant-postes sont légalisés ; la dissolution de l'Autorité palestinienne, qualifiée d'« *entité terroriste* », est exigée ; les opérations de l'armée s'intensifient en Cisjordanie avec un lourd bilan humain. Itamar Ben-Gvir multiplie les provocations, veut remettre en cause le *statu quo* sur l'esplanade des Mosquées, invite le gouvernement à raser un village où des colons ont été tués et propose de créer une Garde nationale sous sa direction pour assurer notamment l'ordre dans les villes mixtes où se côtoient juifs et arabes.

Elle n'est pas non plus sans conséquences internationales : elle affecte tout d'abord les liens étroits d'Israël avec les États-Unis, aussi bien avec l'administration Biden qu'avec la communauté juive américaine, dont la majorité est de sensibilité libérale. Les mises en garde se multiplient, notamment à l'occasion du voyage d'Antony Blinken à Jérusalem. Le président Biden lui-même confirme qu'il n'a pas l'intention d'inviter « *dans l'immédiat* » Netanyahu à Washington, ce qui est un camouflet sans précédent pour un nouveau Premier

ministre israélien, en fonction depuis fin décembre 2022. Cet accueil a été remplacé par un appel téléphonique « *franc et constructif* », au cours duquel le président américain a incité son interlocuteur à renoncer à son projet de réforme de la justice. Des lignes rouges sont clairement fixées par l'administration américaine, notamment l'annexion des territoires occupés. Cette prise de position permet à l'opposition de souligner que cette nouvelle politique dégrade ces relations privilégiées et menace donc la sécurité d'Israël. Des réactions comparables dans la diaspora européenne, comme en Allemagne ou en France, se font entendre.

Cette évolution dégrade également les relations avec les pays arabes qui ont signé un traité de paix avec Israël, comme la Jordanie, dont le roi est gardien des lieux saints de Jérusalem, le Maroc et certaines monarchies du Golfe en voie de normaliser ces relations. Elle risque d'arrêter voire de renverser la dynamique créée par les accords d'Abraham, signés en 2020 avec les Émirats arabes unis et Bahreïn. Quant à l'Arabie saoudite, déjà prudente à l'égard d'une telle normalisation tant qu'aucun geste ne sera fait en faveur de la question palestinienne, elle prend manifestement du recul. En outre, la réconciliation amorcée avec l'Iran est une très mauvaise nouvelle pour l'actuel gouvernement israélien,

dont l'objectif majeur est de créer un front uni avec les pays du Golfe contre l'Iran, qualifié de « *menace existentielle* ».

En effet, on peut penser qu'Israël veuille passer à la vitesse supérieure dans son affrontement avec l'Iran. Certes, la guerre de l'ombre, menée depuis de nombreuses années par Netanyahu lors de ses précédents mandats, a connu de nombreuses péripéties : cyber-attaques, assassinats ciblés de scientifiques iraniens, incidents graves sur des sites nucléaires. Les attaques sur des cibles iraniennes basées en Syrie, voire en Irak, se sont multipliées ces dernières années. Un commandement unifié, coordonnant toutes les actions concernant l'Iran, a été institué et des manœuvres conjointes avec l'armée américaine de simulation de frappes à longue distance ont été récemment organisées. Le nouveau gouvernement va-t-il passer à l'action en intervenant militairement sur le territoire même de l'Iran en visant des sites sensibles ? La question, récurrente depuis plusieurs années, de « l'option offensive » se pose en des termes nouveaux, bien que l'on s'interroge sur la possibilité pour Israël de s'aventurer dans cette voie sans l'accord des États-Unis. Ce serait politiquement et même techniquement risqué, car Tsahal a besoin de bombes à pénétration profonde, des *bunker busters* de type GBU-72, que seule l'armée américaine détient, pour atteindre les sites nucléaires iraniens enterrés.

Ainsi, l'évolution récente de la vie politique israélienne représente une nouvelle donne inquiétante, non seulement en termes de politique intérieure mais également sur le plan international, au moment où le pays fête le 75^e anniversaire de son indépendance. Certes, l'administration Biden joue dans le sens de l'apaisement sur ces deux volets. Mais qu'en serait-il avec un président républicain ? Le passé a montré la détermination d'Israël à promouvoir ses intérêts stratégiques et à s'affranchir de la volonté de Washington, comme c'est le cas actuellement à propos de l'Ukraine, ou à mettre les États-Unis devant le fait accompli. Il est peu probable que cette crise interne, malgré l'affaiblissement de la position de Netanyahu dans les sondages, puisse se résoudre rapidement compte tenu de l'ampleur des clivages existants. Israël devient un nouvel élément de préoccupation et de déstabilisation au Moyen-Orient.

Denis Bauchard

Ancien diplomate, conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales, il est notamment l'auteur de *Le Moyen-Orient au défi du chaos. Un demi-siècle d'échecs et d'espoirs* (Hémisphères, 2021).

LE YÉMEN SUR LA VOIE DE LA PAIX ?

Franck Mermier

La rencontre de l'ambassadeur saoudien, Mohamed Al Jaber, avec les représentants des rebelles houthistes, à Sanaa le 9 avril 2023, semble représenter un tournant dans la guerre au Yémen. Cette visite possède une portée politique et symbolique très importante, puisqu'elle marque un changement radical de stratégie visant à sortir du borbier yéménite et à faire cesser les attaques contre le royaume saoudien. Elle officialise aussi, de manière spectaculaire, la reconnaissance par le régime saoudien des rebelles houthistes, un passage obligé pour passer du rôle de belligérant à celui de faiseur de paix et ainsi améliorer son image et son statut au sein de la communauté internationale, Iran inclus. La prolongation de la trêve et les échanges de prisonniers qui s'en sont ensuivis, notamment grâce à la médiation omanaise, sont-ils le prélude à de véritables négociations de paix mettant un terme au conflit ? La reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, décidée quelques jours auparavant à Pékin, aura-t-elle des conséquences directes sur le conflit yéménite ?

L'intervention de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite avec le concours déterminant des Émirats arabes unis, le 26 mars 2015, avait pour objectif de rétablir le pouvoir du gouvernement légitime yéménite. Celui-ci avait été chassé de Sanaa après la prise de la capitale par les milices houthistes le 21 septembre 2014. Ce coup de force, que l'on peut apparenter à un coup d'État et qui avait été réalisé avec la complicité de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, avait fait entrer le Yémen dans une guerre destructrice et anéanti les espoirs d'une transition pacifique du pouvoir portés par la révolution de 2011, sans parler des aspirations à un Yémen unifié et démocratique.

La main de fer houthiste

Les discussions de Sanaa du 9 avril 2023, censées trouver les moyens de « *faire avancer la paix* », paraissent clore une première phase de la guerre, marquée par un bilan contrasté pour les parties en conflit. Si, dans les premiers mois, la coalition arabe et les forces gouvernementales ont réussi à repousser les milices houthistes des zones méridionales du pays et à les expulser de la ville de Taëz, elles ne sont pas parvenues à empêcher la prise de contrôle par les rebelles d'un territoire qui ne couvre que 20 % du pays mais concentre près de 70 % de la population.

Après s'être débarrassés de leur allié encombrant, Ali Abdallah Saleh, tué le 4 décembre 2017, ces rebelles ont infiltré tous les rouages administratifs et militaires en établissant un double système de gouvernement, avec une façade publique et officielle (ministres et président) et un lieu de pouvoir véritable constitué par les membres de la famille al-Houthî et les comités révolutionnaires. L'imposition d'un ordre moral régressif que certains assimilent à une sorte de « *salafisme zaydite*¹ » (le zaydisme est une branche du chiïsme) a aussi transformé la vie sociale avec l'interdiction de la musique dans les cérémonies de mariage et les limitations à la mixité de genre. Une atmosphère de surveillance et de censure s'est répandue dans les espaces de sociabilité et se projette sur les murs des villes, avec une iconographie politico-religieuse qui relie Sanaa à Téhéran et à la banlieue sud de Beyrouth.

Outre le contrôle étroit du champ politique, les autorités houthistes ont imposé leur version de l'identité religieuse zaydite, que ce soit dans les écoles, par la célébration publique et ostentatoire de fêtes religieuses chiïtes comme *Achoura*, ou dans les

1 - Voir Laurent Bonnefoy, « L'illusion apolitique : adaptations, évolutions et instrumentalisation du salafisme yéménite », dans Bernard Rougier (sous la dir. de), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Proche-Orient », 2008, p. 137-159.

mosquées, avec l'introduction de leur slogan « *Mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les juifs, victoire de l'Islam* », ce qui a suscité des pratiques d'évitement des lieux de prière par certains fidèles. Le projet récent, et non encore réalisé, de raser une partie du souk de Sanaa pour édifier une *Hussainiya*, un lieu de célébration chiïte, a soulevé de nombreuses protestations, alors que la vieille ville de Sanaa a été classée au patrimoine mondial de l'humanité en 1986 par l'Unesco.

Le jeu trouble des régimes saoudien et émirien

La rencontre saoudo-houthiste de Sanaa entérine implicitement par le régime saoudien la division du Yémen en plusieurs entités politiques. Le front principal de la guerre opposant le gouvernement légitime, soutenu par la coalition arabe, et les rebelles houthistes, appuyés par l'Iran, ne doit pas masquer des fronts parallèles qui fracturent le camp de la « légitimité », ainsi que ses partisans l'appellent.

De manière paradoxale, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont une responsabilité majeure dans l'affaiblissement de leur allié yéménite qu'ils sont censés aider à reprendre le pouvoir. Ils n'ont cessé de miner, volontairement, l'influence de l'ex-président Abd Rabbo Mansour Hadi et de son gouvernement au

Yémen même, notamment pour lutter contre l'influence en son sein et dans les forces armées du parti du Rassemblement yéménite pour la réforme (proche des Frères musulmans). Les Émirats arabes unis ont ainsi soutenu la création de différentes forces militaires d'obédience salafiste pour contrer le Rassemblement yéménite pour la réforme, que ce soit à Taëz ou dans le Sud. Ils ont en outre aggravé le risque de sécession du sud du Yémen en parrainant la création, à Aden le 11 mai 2017, du Conseil de transition sudiste, qui prône la séparation du Sud avec le Nord, mais qui est lui-même en butte à des voix dissidentes, notamment au Hadramaout.

Les forces séparatistes se sont plusieurs fois opposées militairement aux troupes gouvernementales, et ce en dépit de la formation d'un nouveau gouvernement en décembre 2020, dont treize membres (sur vingt-quatre) sont originaires du Sud. Depuis l'archipel de Socotra dans l'océan Indien jusqu'à l'île yéménite de Périm qui contrôle le détroit de la mer Rouge, les Émirats arabes unis ont ainsi profité de la guerre au Yémen pour étendre leur stratégie d'expansion maritime dans la région en soutenant différentes forces politiques centrifuges, que ce soit les séparatistes du Sud à Al-Moukalla et Aden ou le mouvement de Tarek

L'indépendance d'Esprit, c'est grâce à vous !

Mensuel

100 % NUMÉRIQUE
À DURÉE LIBRE

12€ /mois

INTÉGRAL
À DURÉE LIBRE

14€ /mois

Annuel

100 % NUMÉRIQUE
À DURÉE LIBRE

114€ /an

INTÉGRAL
À DURÉE LIBRE

144€ /an



**L'abonnement
depuis le site internet
vous donne accès
aux meilleurs tarifs !**

Souscrivez directement par CB ou IBAN sur esprit.presse.fr
ou choisissez parmi les formules présentées ci-dessous :



Bulletin d'abonnement et règlement à retourner à :
Service abonnements - Revue Esprit
6 rue d'Ouessant, CS 38272
35768 St Grégoire cedex

Formules d'1 an	Numérique	Intégral
France (10 numéros)	120 € <input type="checkbox"/>	150 € <input type="checkbox"/>
International (10 numéros)	120 € <input type="checkbox"/>	165 € <input type="checkbox"/>
- 25 ans ou demandeurs d'emploi France (10 numéros)	90 € <input type="checkbox"/>	117€ <input type="checkbox"/>
- 25 ans ou demandeurs d'emploi International (10 numéros)	90 € <input type="checkbox"/>	132 € <input type="checkbox"/>

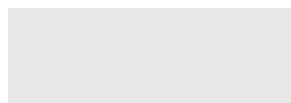
Nom :
Prénom :
Adresse de livraison :
Code postal : Pays :
Ville :
Tél. :
Courriel :

☐ Je désire recevoir une facture acquittée

Date et signature
obligatoires :

Paiement

Ci-joint mon règlement de € par chèque
bancaire ou postal à l'ordre de Revue *Esprit*.



Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSEFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture: Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal mai 2023 – Commission paritaire 0727 D 81899

ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-258-2

n° 498, juin 2023

Achevé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression: 2211.0528



Esprit est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérogaphie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).